III. Histoire

Afifi Mohammad, Chih Rachida, Marino Brigitte, Michel Nicolas et Tamdoğan Işik (éd.), *Sociétés rurales ottomanes*

Le Caire, Ifao, 2005. 327 p.

Cet ouvrage est le résultat final d'un programme de recherches lancé en 1999 au Caire, dans le cadre de l'Ifao, puis élargi à deux autres aires régionales, le Bilād al-Šām (Ifead/Damas) et l'Anatolie (Ifea/Istanbul). Ce programme avait pour objectif de relancer les études sur le monde rural ottoman dans ces trois espaces géographiques, à la lumière de nouvelles sources. *Sociétés rurales ottomanes* est la publication des actes du colloque international qui s'est tenu en septembre 2002 au Caire, colloque organisé par les trois instituts nommés précédemment.

Si les grandes villes ottomanes ont été très étudiées, le domaine de l'histoire rurale et plus particulièrement de l'histoire rurale ottomane est resté marginal. Ainsi, Nicolas Michel, dans l'introduction à l'ouvrage, retrace l'historiographie de l'histoire rurale occidentale (britannique, française et allemande), puis de l'histoire ottomane rurale, pour nous amener à mieux comprendre l'originalité de ce travail qui est de s'intéresser aux campagnes ottomanes en tant qu'"objet d'étude spécifique" (p. 15). Les monographies présentées dans cet ouvrage abordent le monde rural ottoman selon des approches différentes et au travers de sujets variés. Trois axes principaux articulent les vingt-quatre contributions qui forment le corps de cet ouvrage. Dans un premier axe est abordé le mode de structuration des sociétés rurales, le deuxième porte sur "la perception des espaces et de leurs dynamiques propres", enfin le troisième "est relatif au pouvoir" de l'État (p. 13-14).

Les sept articles qui constituent la première partie de l'ouvrage montrent l'organisation de la vie rurale au travers de diverses structures (statut des terres, des individus, cadres sociaux...). Sur sept monographies, cinq d'entre elles révèlent des structures religieuses encadrantes comme les tombeaux de saints en Haute Égypte d'après Ġāda Ṭanṭūn ; les fondations pieuses et terres *waqf*-s au XVIIIe siècle d'après Abdel Karim Rafeq et Astrid Meier ; les mosquées et les confréries, leurs pratiques culturelles et éducatives dispensées dans ces établissements qui bénéficient de régime particulier. En revanche, les autres contributeurs consacrent leur étude à d'autres formes de structure. Nicolas Michel, par exemple, a eu l'audace de comparer une structure villageoise avec les "services communaux" occidentaux. Cette étonnante idée est appuyée par l'étude d'un corpus de sources nouvelles, le *masāliḥ al-nāḥiya*, qui définit les terres exemptées d'impôt. La lecture de cette source permet de comprendre qui étaient les bénéficiaires de ces terres et pourquoi. Les monographies de Nâfez Al-Ahmar et de K. Cuno discutent plus directement des cadres économiques, administratifs et sociaux de la société rurale ottomane. Ils nous montrent tous deux à leur manière les différents visages des villages, alors que justement la société rurale est souvent qualifiée de statique.

La deuxième partie de *Sociétés rurales ottomanes* regroupe également sept articles faisant l'examen de l'organisation et de la ou des dynamiques qui composent différents paysages ruraux. St. Yérasimos évoque la complexité, durant les prémices de l'Empire, du "processus de constitution de l'arrière-pays de la capitale ottomane" (1) qui permettra d'assurer l'approvisionnement d'Istanbul. Dans cet article, l'accent est mis sur les différents modes d'implantation des populations dans cette région. C. Mayeur-Jaouen et N. Michel font une tentative originale en associant sources historiques et sources anthropologiques (études de terrains) pour retracer le paysage religieux de la société rurale du delta central du Nil. Cette monographie pourrait être qualifiée d'essai de micro histoire religieuse. Les cinq autres articles sont plus orientés vers les dynamiques économiques et démographiques des sociétés rurales. Les études respectives de C. Shindo et de B. Marino évoquent les campagnes du Bilād al-Šām. C. Shindo concentre son objet d'étude sur la Syrie centrale et plus particulièrement sur le *liwā* de Ḥamā durant le XVIe siècle. Elle replace dans un premier temps ce *liwā* dans son contexte administratif, puis elle analyse le mode de perception des impôts et les activités commerciales des populations villageoises de la région. En s'intéressant aux impositions fiscales, l'auteur parvient à faire une description relativement précise des divers types de terres cultivables et de leurs exploitants. B. Marino a, elle, choisi de s'intéresser aux deux grandes régions céréalières de la Syrie : la Bekaa et le Hauran durant le XVIIIe siècle. Ces deux régions souvent associées pour leurs ressemblances sont, cette fois-ci, étudiées pour leurs spécificités foncières respectives en posant une question majeure : qui contrôle les terres ? S. Faroqhi s'intéresse au système d'endettement et de prêt monétaire durant dix années consécutives à Bursa. Cet essai de micro-histoire est limité à une période courte, à une région délimitée et au parcours d'un propriétaire de manufacture qui se lance dans le crédit monétaire. Cette mini-étude permet de comprendre comment certains individus, sans réseaux politiques (2), s'enrichissent dans une économie rurale où les petits investissements sont la norme. M. Toksöz s'intéresse à l'évolution commerciale de Mersin durant la seconde moitié du XIXe siècle. Il s'interroge notamment sur les changements des rapports commerciaux dus à l'introduction des nouveaux moyens de communication

(1) St. Yérasimos, "Formation d'un territoire dans l'arrière-pays de la capitale ottomane", p. 129.
(2) S. Faroqhi, "Indebtedness in the Bursa Area (1730-1740)", p. 212.

BCAI 22 (2007) Afifi Mohammad, Chih Rachida, Marino Brigitte, Michel Nicolas et Tamdoğan Işik (éds.): Sociétés rurales ottomanes, recensé par Vanessa Guéno
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

(construction de la voie ferrée, bateau, quais), à la situation économique internationale, mais aussi à l'introduction du système de crédit et finalement de la banque agricole. Enfin, M. E. Kabayı consacre son étude à la mobilité rurale et plus précisément au transfert d'ouvriers agricoles de Syrie vers Dobrudja (ville d'Anatolie frontalière avec la Russie). L'auteur s'interroge sur la raison du déplacement volontaire de ces ouvriers agricoles hors de leur région d'origine et sur leur mode d'intégration dans cette nouvelle région.

Le recueil d'articles formant la troisième partie aborde le sujet des rapports à l'ordre qu'entretiennent les sociétés rurales avec l'État. M. Afifi et N. Ibrahim concentrent leurs études sur l'Égypte du début du XIXe siècle au travers de deux sujets étonnants. Le premier se concentre sur une famille d'*ašrāf* installée dans la ville de Qina après leur départ de La Mecque. Cette famille possède la moitié des terres agricoles de la région en biens *waqf*. Elle entretient un réseau social et politique important dans la Haute Égypte. La question qui se pose est de comprendre quels sont les rapports que cette famille entretient avec le pouvoir gouvernemental. M. Afifi montre ici l'exemple du pouvoir local matériel et immatériel d'une famille dans une région éloignée du pouvoir central [3]. L'article de N. Ibrahim décrit comment les agents français, durant l'occupation française de l'Égypte, se trouvent confrontés à la complexité du système d'imposition de la Haute Égypte sur les terres appartenant majoritairement à la communauté copte. Les Français échouent devant la difficulté de mettre en place un nouveau système fiscal et abandonnent la région.

F. Hoblos présente la situation du Bilād al-Šām durant la période de l'*iltizām* et démontre que ce système est le fondement d'un nouveau tissu social. Une nouvelle administration locale se met en place et provoque une nouvelle distribution communautaire des *muqaṭaʿāt* et de nouveaux différends entre des chefs de famille ou de région. A. Y. Kaya vient confirmer la puissance du tissu social généré par l'*iltizām*. Au milieu du XIXe siècle, le pouvoir central tente de réformer son système fiscal afin de remplir les caisses du trésor. L'*iltizām* semble être la cause du mauvais rendement fiscal. Cet essai lancé en Anatolie n'est pas achevé en raison des revendications des *multazem*-s dépossédés. Les enquêtes statistiques du milieu du XIXe siècle définissent des catégories fiscales, légales et économiques. Par ces enquêtes, l'État veut atteindre l'efficacité fiscale. Les réformateurs, devant l'échec, sont obligés de négocier avec les groupes d'intérêts (propriétaires, contribuables et locataires). Dans cet article, A. Y. Kaya met l'accent sur l'obligation du pouvoir à négocier avec les notables qui sont à la tête des instances locales anciennes et nouvelles. Y. Terzibaşoğlu exploite les registres d'une de ces nouvelles instances mises en place durant les *Tanẓīmāt*, les registres de la *maḥkama niẓāmiyyé* dans le nord-ouest de l'Anatolie. À la lumière de ces sources, il met en avant le problème des terres, survenu après leur codification en 1858. La question soulevée ici est celle de la signification du terme de possession en milieu rural à la fin du XIXe siècle. Le Code des Terres a, en théorie, tout défini, mais qu'en est-il sur le terrain ? La seconde question, qui découle de la première, est celle de la distribution des terres.

Les trois autres monographies de cette dernière partie sont consacrées aux populations insoumises de l'Empire tels les Bédouins, les nomades, les bandits, les Kurdes. S. Winter s'intéresse à l'implantation des Kurdes au nord d'Alep. Il s'interroge sur la différence entre intégration et assimilation des Kurdes dans la société rurale ottomane du XVIIIe siècle.

I. Tamdoğan expose le fonctionnement du *nezir*, sorte de contrat imposant une relation entre les nomades et/ou bandits avec l'État durant le XVIIIe siècle. Au travers de son exposé, l'auteur insiste sur l'idée que les identités sont fluides dans le monde rural ottoman et par conséquent qu'il est toujours difficile de distinguer précisément entre les nomades, les bandits et le pouvoir. Les nomades peuvent être des bandits et *vice-versa* et les bandits et/ou les nomades peuvent représenter à un moment donné le pouvoir. Le pouvoir, quant à lui, peut également être responsable des exactions qui surviennent dans les campagnes. S. Yetkin revient sur les mêmes relations entre bandits et État notamment au travers du *nezir*, mais cette fois durant les dernières décennies ottomanes que l'auteur qualifie de "période de brigandage [4]". S. Yetkin revient sur les différentes phases de bouleversements (banditisme, guerre de Crimée, guerre contre la Russie, puis institution de la monarchie constitutionnelle en 1908 jusqu'au début de la Première Guerre mondiale) qui mettent l'Empire en déséquilibre alors qu'il tente une ultime modernisation. Tout cela place le gouvernement dans une quasi-incapacité à assurer la sécurité de ces sujets. La nouvelle bureaucratie mise en place reste donc impuissante devant la situation. Ainsi, la période moderne de l'Empire ne diffère guère de l'âge classique ottoman.

L'ouvrage rassemble un éventail de plusieurs études micro-analytiques dans des régions rurales déterminées. Il ne donne pas une vue d'ensemble et générale de ce que pouvaient être les campagnes ottomanes, mais il montre à juste titre comment ce vaste Empire représentait une mosaïque de pratiques locales multiples. L'objectif du programme de recherches est accompli, sans épuiser le sujet. Ainsi, on peut regretter que l'on n'ait pas laissé la place à quelques contributions sur les marges occidentales de l'Empire, sur l'Irak et sur les territoires ottomans du Maghreb. Le champ de l'histoire rurale est encore en friche et *Sociétés rurales ottomanes* représente peut-être la première étape d'un programme plus vaste dans ce domaine.

Vanessa Guéno
Ifpo - Damas

(3) M. Afifi, "Famille et pouvoir à Sa'îd", p. 32.
(4) S. Yetkin, "The Relationships between State, Bandits and Villagers in Aegean Region from the 2nd Half of the 19th into the 20th Century", p. 309.

BCAI 22 (2007) Afifi Mohammad, Chih Rachida, Marino Brigitte, Michel Nicolas et Tamdoğan Işik (éds.): Sociétés rurales ottomanes, recensé par Vanessa Guéno
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net